



# Mais comment faire plier Poutine ?

**UKRAINE.** Le président russe, qui continue à mettre la pression militaire sur l'Ukraine, ne cède en rien aux sanctions ni aux menaces diplomatiques occidentales.



**Malinivka (Ukraine), hier.** Ce soldat ukrainien monte la garde à l'entrée de ce village situé à 12 km de Slaviansk, tenu par des militants pro-russes. Equipés de blindés, de mitrailleuses légères et d'armes antichars, ils paraissent bien fragiles face aux 40 000 hommes déployés par Poutine sur la frontière occidentale. (Reuters/Marko Djurica)



Alamy/EPFL/Altkhar Kilmantsev/ria Novostiki

**Saint-Petersbourg (Russie), vendredi.** Les sanctions contre Vladimir Poutine n'ont pas infléchi sa position.

**RIEN NE SEMBLE** en mesure d'arrêter Vladimir Poutine. Les intentions du président russe en Ukraine sont loin d'être claires. La situation à l'est du pays, dont certaines villes souhaitent ardemment être rattachées au grand frère russe, ajoute au chaos. Les nouvelles autorités de Kiev, pro-européennes, l'accusent carrément de fomenter ces troubles dans l'Est et redoutent, comme nombre de pays de l'Ouest, que Poutine annexe ce pays comme il l'a fait en deux temps trois mouvements en Crimée. Une crainte d'autant plus vive que le tsar du Kremlin a massé jusqu'à 40 000 soldats à sa frontière occidentale. Il y mène des manœuvres militaires depuis quelques jours et aurait violé à plusieurs reprises l'espace aérien ukrainien, selon Kiev. Face à la menace d'une intervention militaire brandie par Moscou, les Etats-Unis ont déployé 600 soldats en Pologne et dans les pays Baltes.

Démonstration de force militaire, escalade verbale... De quoi affoler les chancelleries occidentales, qui devraient adopter aujourd'hui de nouvelles sanctions contre le régime de l'homme fort de Moscou. A Bruxelles, une réunion des Européens aujourd'hui pourrait déboucher sur l'adoption de mesures telles que le gel d'actifs et des interdictions de voyage. Les sept pays industrialisés (G 7) ont également décidé samedi d'étendre les sanctions contre Moscou. Les Etats-Unis devraient faire de même dans la journée en visant l'industrie de la défense russe ainsi que des personnes et des sociétés proches du président Poutine. Objectif : s'attaquer (encore plus) au portemonnaie du régime.

L'économie russe, déjà affaiblie, paie aussi son tribut à la crise sous forme de fuites massives de capitaux et d'une Bourse vacillante. Ce constat a poussé vendredi l'agence Standard & Poor's à abaisser la note de la

Russie à BBB-. Mais en dépit de cette avalanche de mauvaises nouvelles, Poutine n'a pas changé de ton. Loin s'en faut.

**« La seule chose qui peut l'atteindre, c'est la peur de perdre le pouvoir. Pas de perdre de l'argent »**

Dominique Moïsi, géopoliticien

« Il est peu probable que ces nouvelles sanctions aient le succès escompté, présage Tatiana Kastoueva-Jean, politologue spécialiste de la Russie à l'Institut français des relations internationales (IFRI). Seuls des gestes symboliques peuvent être effectués. » Ce parce que, notamment, les économies russes et européennes sont très liées. Sur les 28 pays de l'UE, 6 dépendent à 100 % du gaz russe et 12 à plus de 50 %.

Jusqu'à présent, aucune des mesures déjà adoptées n'est parvenue à infléchir la position de Moscou, qu'elles soient financières (à l'encontre d'un nombre limité de responsables russes) ou diplomatiques (le G 8 transformé en G 7 en juin). Que peuvent donc tenter les Occidentaux pour faire plier Poutine ? « Pas grand-chose, soupire le géopoliticien Dominique Moïsi. Poutine a le sentiment que l'Occident est faible, divisé. Et il y a un décalage entre les sanctions prises et l'ambition du président russe. Son nationalisme religieux ne peut être arrêté par des considérations économiques. La seule chose qui peut l'atteindre, c'est la peur de perdre le pouvoir. Pas de perdre de l'argent. » Or en exaltant ce patriotisme archiconservateur, le tsar du Kremlin n'a jamais été si populaire en son royaume.

AVA DJAMSHIDI

## Onze observateurs internationaux détenus

Une prise d'otages rocambolesque. En mission dans l'est de l'Ukraine, vendredi, treize observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont huit Européens, ont été capturés par des séparatistes pro-russes, aux abords de la ville de Slaviansk. Selon l'OSCE, ils se trouvaient en « visite d'observation militaire » sur invitation du gouvernement ukrainien afin de « faire la lumière » sur des activités militaires

« inhabituelles » dans cette région secouée par des troubles. Les rebelles pro-russes, qui les ont qualifiés d'« espions de l'Otan », les considèrent comme des « prisonniers de guerre ». Les hommes, après avoir été détenus dans une cave, sont retenus dans le bâtiment de la mairie de Slaviansk, ville de l'Est entièrement contrôlée par les séparatistes. Hier, leur chauffeur a été libéré et les huit étrangers ont été présentés à la presse, apparemment en bonne santé

et habillés en civil. Parlant au nom du groupe, un colonel allemand, Axel Schneider, a souligné qu'ils avaient le statut diplomatique et ne pouvaient pas rentrer chez eux librement. La France, comme de nombreuses chancelleries occidentales, a condamné cette prise d'otages et a appelé à la libération de ces observateurs internationaux. Hier soir, l'un d'entre eux, un Suédois souffrant de diabète, a été à son tour relâché pour des raisons médicales. A.D.